

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

**Arrêté n° AE-F09314P0030 du 17/03/2014**

**portant retrait de la décision implicite relative à la demande n° F09314P0030 et portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R122-3 du code de l'environnement**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu le code forestier, notamment ses articles L341-1 et L341-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du préfet de région n° 2013336-0002 du 2 décembre 2013 portant délégation de signature à Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09314P0030, relative à la réalisation d'un projet de défrichement des parcelles F78 et C54 sur les communes de Sault et Aurel (84), déposée par FARAUD Céline, reçue le 30/01/2014 et considérée complète le 05/02/2014 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 06/02/2014 ;

**Considérant la nature du projet**, qui relève de la rubrique 51a du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, comprise entre 0.5 et 25 ha ;

**Considérant l'importance du projet** de défrichement, qui porte sur une superficie de 29 500 m<sup>2</sup> ;

**Considérant que le projet a pour objectif** la mise en culture de 2 parcelles de lavandes ;

**Considérant la localisation du projet :**

- en zone NDF3 du plan d'occupation des sols de la commune de Sault approuvé le 27/12/2001 ;
- en zone NF du plan local d'urbanisme de la commune d'Aurel approuvé le 12/03/2011 ;
- à proximité de parcelles déjà cultivées, participant au maintien des paysages typiques du plateau de Sault ;
- en accrus forestiers récents constituant des espaces intermédiaires entre les friches issues de l'abandon de terres cultivées ou de surfaces à vocation pastorale et la forêt proprement dite ;
- dans la zone naturelle d'intérêt écologique floristique et faunistique n° 84102100 "Mont Ventoux" inscrite en périphérie interne de la zone tampon de la réserve de biosphère FR6400006 "Mont Ventoux" ;
- hors périmètre de protection contractuelle ;

**Considérant que le défrichement** vise l'abattage de pins sylvestre, peuplement jeunes d'espèces pionnières ;

**Considérant que le défrichement** est partiel représentant 49% de la superficie des parcelles, portant sur 16 500 m<sup>2</sup> des 26 920 m<sup>2</sup> de la parcelle C 54 commune d'Aurel et 13 000 m<sup>2</sup> des 26 663 m<sup>2</sup> de la parcelle F 78 commune de Sault ;

**Considérant que les impacts du projet** sur l'environnement ne sont pas de nature à remettre en cause les équilibres naturels ;

## **Arrête :**

### **Article 1**

La décision implicite résultant du silence gardé par l'administration au-delà du délai de deux mois et prescrivant une étude d'impact pour la réalisation d'un projet de défrichement des parcelles F78 et C54 sur les communes de Sault et Aurel (84) est retirée ;

### **Article 2**

Le projet de défrichement des parcelles F78 et C54 situé sur les communes de Sault et Aurel (84) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 3**

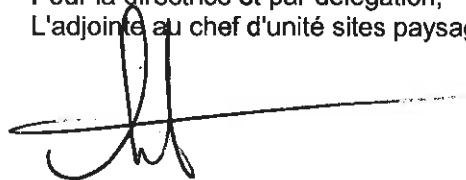
La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 4**

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de région. La présente décision est notifiée à FARAUD Céline.

Fait à Marseille, le 17/03/2014.

Pour le préfet de région et par délégation,  
Pour la directrice et par délégation,  
L'adjointe au chef d'unité sites paysages impacts



Sylvie BASSUEL

<b>Voies et délais de recours</b>
-----------------------------------

**Décision dispensant le projet d'étude d'impact :**

**Recours gracieux :**

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône  
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement  
Secrétariat général  
16, rue Zattara  
CS 70248  
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours hiérarchique :**

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie  
Commissariat général au développement durable  
Tour Voltaire  
92055 La Défense Sud

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours contentieux :**

Tribunal administratif de Marseille  
22-24, rue de Breteuil 13281 Marseille Cedex 06

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

